

AUSTÉRITÉ, INFLATION, GUERRE... UNE SEULE RÉPONSE POSSIBLE : AUGMENTER LES SALAIRES, LE POINT D'INDICE ET LES PENSIONS !!!

Les deux quinquennats sous la présidence Macron marqueront durablement la fonction publique par une détérioration d'ampleur qui s'ajoute aux quinquennats désastreux d'alternance précédents, allant de la sociale démocratie (Mitterrand, Hollande) à la droite du Capital (Chirac, Sarkozy) ...

Mortalité infantile en hausse, près de 10 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, près de 350000 femmes, hommes et enfants sans domicile, hausse du prix du gaz, explosion du coût de la vie... Les bénéfices du CAC 40 ont grimpé de 34% au premier semestre 2026, et ont atteint plus de 73 milliards d'euros... 415 milliards d'euros de crédits au titre de la loi de programmation militaire auxquels 36 milliards d'euros viennent d'être ajoutés pour militariser toujours plus l'économie et la société française ! 211 milliards d'euros alloués chaque année aux entreprises sans contreparties, ni évaluation ni contrôle ! **Ils sont tous coupables du déclin organisé de nos services publics et du mal-être généralisé !!!**

La façon désastreuse dont les incendies de cet été ont été gérés révèle l'ampleur du délabrement touchant l'ensemble des services publics locaux. Ce constat, particulièrement visible au sein des SDIS (Service départemental d'incendie et de secours), se retrouve dans tous les secteurs : les ressources font défaut, les conditions de travail se détériorent, les emplois sont supprimés, l'emploi précaire se développe et les pratiques d'encadrement deviennent de plus en plus autoritaires.

Les neuf syndicats CGT Ville de Paris ont décidé d'une journée d'action et de lutte le mardi 29 septembre 2026 en lien avec l'appel de notre Fédération CGT des Services Publics.

Le Maire de Paris Emmanuel GREGOIRE dit « de gauche » vient d'annoncer les taux directeurs des primes IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) et CIA (Complément Indemnitaire Annuel) pour les personnels de la collectivité parisienne. Pour l'IFSE, seule la catégorie C voit son enveloppe d'IFSE augmenter de 0,25 % ! Les enveloppes en baisse pour les catégories B et A, alors que dans le même temps, l'exécutif parisien va prendre plusieurs dizaines d'euros par mois de nos poches pour financer la prévoyance obligatoire à partir du 1er janvier 2027, tout en ayant supprimé l'APS (Allocation Prévoyance Santé) !!!

Pour l'IFSE :

	Taux directeur pour la revalorisation de l'IFSE pour			
Catégorie	2027	2026	2025	2024
C	+ 3,00%	+ 2,75%	+ 5%	+ 6%
B	+ 2,75%	+ 2,75%	+ 5%	+ 6%
A	+ 2,25%	+ 2,50%	+ 4,50%	+ 5,50%
A+	+ 1,00%	+ 2,20%	+ 4,50%	+ 5,50%

Pour la CIA : tout baisse !

Catégorie	Taux directeur pour l'attribution du CIA pour			
	Décembre 2026	Décembre 2025	Décembre 2024	Décembre 2023
C	2,60%	4,50%	5%	6%
B	2,30%	4,50%	5%	6%
A	2,00%	4%	4,50%	5,50%
A+	1,00%	3,50%	4,50%	5,50%

Les agents vont voir le montant de leur fiche de paye baisser dès janvier 2027 !

Un exemple : un agent de catégorie C, qui touche 1951€ brut par mois et 200 € d'IFSE.

Il va bénéficier d'une augmentation moyenne d'IFSE de 3%, donc il va toucher 6€ de plus par mois (au lieu de 5,50€ l'année dernière, une belle augmentation de 50 centimes !).

Mais, dans le même temps, il va devoir payer 19,22 € ! **Donc, il va perdre 13,22€ par mois !**

Et on pourrait faire le même exercice pour l'ensemble des agents dont l'assiette brute est au moins de 1951 € !

Emmanuel GREGOIRE, en tant que député du groupe socialiste à l'assemblée nationale, avait voté favorablement, main dans la main avec les macronistes et les républicains, le 16 décembre 2025, POUR : le budget de l'état de la Sécurité Sociale 2026, produisant une purge massive pour les collectivités territoriales allant de 4,6 à plus de 8 milliards d'euros...

Depuis juin 2026, des agents de la Ville de Paris ont reçu des courriers réclamant le remboursement de trop-perçus d'IFSE versés en 2025 au-delà des plafonds nationaux. Si l'administration a engagé une démarche de remise gracieuse dispensant les agents de rembourser, elle a déjà décidé de baisser leur IFSE pour les années suivantes afin de respecter les plafonds.

La CGT dénonce une contradiction entre la version donnée par certaines directions de la Ville de Paris, qui attribuaient le blocage à la DRFIP, et les documents officiels montrant que c'est bien la Ville de Paris elle-même qui a alerté cette administration.

Cette erreur de gestion ne doit pas se traduire par une baisse de rémunération pour des agents de la collectivité qui n'y sont pour rien, la direction des ressources humaines a failli à sécuriser un régime indemnitaire obtenu par les luttes syndicales.

Pour toutes ces raisons, en 2027, les salaires des agents vont baisser...

Alors que les prix ne sont pas revenus à leur niveau d'avant inflation, que la Ville de Paris a failli, elle fait le choix de continuer à réaliser des économies sur les primes de ses agents !

Les syndicats du Comité CGT de la Ville de Paris s'engagent pour le mardi 29 septembre 2026 à entrer en résistance, et à mettre tous les outils de lutte aux services des agents pour :

- **Son opposition à toutes baisses de prime ;**
- **Le plein emploi au statut à la Ville de Paris pour renforcer un service public de qualité et notre caisse de retraite la CNRACL, avec l'arrêt immédiat de la précarisation comme mode de recrutement ;**
- **L'arrêt de toutes les coupes budgétaires de fonctionnement, des suppressions de postes et des privatisations à la Ville de Paris ;**
- **L'augmentation du point d'indice à 6,50€, l'amélioration des grilles indiciaires l'indexation du point d'indice sur l'inflation, et l'intégration des primes dans les salaires ;**
- **Le maintien du ratio promu-promouvable à 100% pour les catégories C et B, et son extension aux catégories A ;**
- **La prise en charge à 100% de la prévoyance obligatoire à partir du 1er janvier 2027 ;**
- **Le maintien de l'APS annuelle pour les agents de la Ville de Paris, décorrélé de la santé ;**
- **La réintégration dans leur métier des agents suspectés et innocentés, toutes directions confondues.**

TOUTES ET TOUS EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

le 25 septembre 2026 de 09h à 12h à la Bourse du Travail 3, rue du Château d'Eau en salle Ambroise Croizat.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 29 SEPTEMBRE 2026 !

C'est le moment de faire entendre notre colère, nos revendications nationales, comme nos revendications locales ainsi que notre détermination face à l'exécutif parisien...

RDV à 14h pour le départ de la manifestation à République.



21 septembre 2026